

ENTRETIEN. Soins en détention : « Il ne faut pas croire que les prisons sont des quatre étoiles »

Ouest-France, par Cyprien Mercier, le 26 mars 2026

La Ligue des droits de l'Homme et l'Observatoire international des prisons organisent une table ronde sur le thème de la santé en détention, jeudi 9 avril 2026 à la salle du Doyenné à Angers. Elle se déroulera en présence notamment de Dominique Simonnot, contrôleuse générale des lieux de privation de liberté.

La Ligue des droits de l'Homme et l'Observatoire international des prisons questionnent le thème de la santé en détention à l'occasion d'une table ronde organisée jeudi 9 avril 2026, dans la salle du Doyenné à Angers. L'événement se déroulera en présence de Dominique Simonnot, contrôleuse générale des lieux de privation de liberté.

La prise en charge médicale des détenus est-elle satisfaisante en France ?

Dominique Simonnot : « Non, pas du tout. C'est un genre de catastrophe. Les médecins des prisons que nous connaissons nous alertent en permanence. Il manque par exemple 30 à 40 % d'effectifs en psychiatrie. Il n'y a pas non plus suffisamment de surveillants pour amener les détenus dans les services médicaux des prisons. Alors, beaucoup de rendez-vous sont annulés. Pour les rendez-vous à l'extérieur également car les conditions d'extraction se sont raidies depuis l'affaire Mohamed Amra. Il y a eu un avant et un après. »

À Angers, le constat est le même ?

« J'y suis venue en 2022 et les soins m'avaient paru plutôt bons, fluides. Dans les petits établissements, les surveillants sont hyperimpliqués, ce qui permet d'accompagner les détenus à leurs rendez-vous médicaux. Mais il y a parfois de longues listes d'attente. »

La surpopulation carcérale a-t-elle un impact sur l'état de santé des personnes détenues ?

« On n'a pas idée des catastrophes effarantes qu'entraîne la surpopulation carcérale. Plus rien n'est d'équerre. Tout est entravé. Dans l'accès à l'enseignement, au travail mais aussi aux soins. Et puis, la surpopulation entraîne des tensions. En un an, cinq personnes ont été tuées en détention. Il y a quelques semaines, un détenu a été passé à tabac à Angers. Les personnes détenues sont terrorisées : dans quel état pensez-vous qu'elles sont ? »

L'impact est donc psychologique, psychiatrique ?

« On considère qu'en France, 30 à 35 % de la population carcérale est atteinte de troubles psychiatriques graves. Les détenus sont abandonnés par la République. Les surveillants aussi, il y a un retentissement sur eux, ils ont l'impression de ne pas pouvoir bien faire leur travail. Il y a un risque de décompensation psychique, cette situation leur tape sur le système. En France, il manque actuellement 5000 à 6 000 surveillants. »

Ces troubles, les détenus n'en souffrent-ils pas déjà, avant leur incarcération ?

« À Angers, un tiers des détenus se trouvaient déjà dans une situation de grande précarité avant leur entrée. C'est la partie abandonnée de notre société qui remplit nos prisons. Ils sont déjà très fragiles psychologiquement. Ils n'ont pas été pris en charge avant et ils le sont d'autant moins une fois en détention. »

La maison d'arrêt d'Angers est tristement célèbre pour son ancienneté et sa vétusté. Ça doit aussi avoir un impact ?

« Les fenêtres cassées, les champignons dans les douches, les murs qui se décollent, les gens qui dorment par terre, la tête près des WC : c'est ça, la détention en France, et ça pose question. Je ne parle même pas des punaises de lit et des cafards. Il ne faut pas croire que les prisons sont des quatre étoiles... Nous sommes en ce moment préoccupés parce que les détenus voient de moins en moins bien. Leur vue baisse parce qu'ils vivent dans une presque pénombre, causée par les grilles et caillebotis qui sont installés sur les fenêtres. »

La table ronde « La santé en détention » se déroulera jeudi 9 avril 2026 à partir de 18 h 15 salle du Doyenné, boulevard du même nom, à Angers. Il est possible de s'inscrire sur le site helloasso.com. L'événement se déroulera en présence de : Dominique Simonnot (contrôleuse générale des lieux de privation de liberté), Claire Demain (dermatologue à la maison d'arrêt d'Angers), Joséphine Regnier (psychologue à la maison d'arrêt d'Angers) et Jean-Baptiste Blanchard (intervenant ALIA 49, Association ligérienne d'addictologie, à la maison d'arrêt d'Angers).